

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR,  
DE L'OUTRE-MER  
ET DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

Direction générale des collectivités locales

Sous-direction des finances locales  
et de l'action économique

Bureau des concours financiers de l'État

## **Circulaire du 1<sup>er</sup> avril 2010 relative à la dotation globale de fonctionnement des provinces de Nouvelle-Calédonie (DGF) – Exercice 2010**

NOR : IOCB1008346C

*Référence* : loi organique n° 99-209 du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie.

*Résumé* : la présente circulaire a pour objet de vous présenter les nouvelles modalités de répartition de la dotation globale de fonctionnement des provinces de Nouvelle-Calédonie.

*Le ministre de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales  
à Monsieur le haut-commissaire de la République en Nouvelle-Calédonie.*

### **1. Rappel du cadre juridique de la dotation**

L'article 181 de la loi organique du 19 mars 1999 prévoit que l'État verse annuellement aux provinces de Nouvelle-Calédonie, hors contrat de développement, une dotation globale de fonctionnement.

### **2. Modalités de calcul du montant de la dotation**

Depuis 2001, le taux d'évolution de cette dotation est identique à celui de la dotation globale de fonctionnement, prévue à l'article L. 1613-1 du code général des collectivités territoriales.

Pour l'année 2010, le montant de cette dotation a été fixé à 82 324 736 € en LFI (en AE = CP).

### **3. Modalités de répartition et de versement de la dotation aux collectivités concernées**

Jusqu'en 2008, la gestion de cette dotation était assurée par le secrétariat d'État à l'outre-mer. Depuis 2009, elle est gérée par la direction générale des collectivités locales (DGCL), selon les modalités indiquées ci-après.

Les crédits sont inscrits à la première sous-action de l'action 4, « Dotations outre-mer », du programme 122 « Concours spécifiques et administration », de la mission « Relation avec les collectivités territoriales ». Le responsable de programme est le directeur général des collectivités locales, le responsable de BOP est le sous-directeur des finances locales et de l'action économique et vos services constituent l'unique unité opérationnelle concernée par cette ligne. Pour tout renseignement complémentaire sur le cadre général, je vous invite à consulter la charte de gestion pour 2010 du programme 122 qui vous a été récemment transmise.

Les délégations de crédits s'effectueront de la manière suivante :

- une première délégation correspondant à 80 % de l'enveloppe interviendra en début d'année ;
- une seconde délégation, correspondant au solde (20 %), interviendra au second semestre, après la levée du gel opérée à hauteur de 5 % (en AE = CP) sur les crédits inscrits en LFI.

Des lettres de notification précisant le montant et la date des délégations de crédits vous seront adressées systématiquement ; elles vous préciseront les modalités d'imputation comptable de la DGF des provinces de Nouvelle-Calédonie. Je vous rappelle que les engagements et les mandatements de ces crédits aux collectivités doivent impérativement être établis au niveau local sous la catégorie 63 et l'article d'exécution 34.

La répartition de la DGF entre les provinces est assurée par vos soins, vous voudrez bien adresser, à cet effet, aux collectivités copie des arrêtés de notification de leur dotation.

Compte tenu de l'attention portée sur le niveau de consommation des crédits en régime LOLF et de l'obligation légale qui s'attache au versement de la DGF des provinces de Nouvelle-Calédonie, aucun crédit sans emploi (CSE) ne devra être rendu en fin d'année.

Toute difficulté dans l'application de la présente circulaire devra être signalée à la direction générale des collectivités locales, sous-direction des finances locales et de l'action économique, bureau des concours financiers de l'État, Mme Pascale DIRION, tél. : 01 49 27 37 52, courriel : pascale.dirion@interieur.gouv.fr.

Pour le ministre et par délégation :

*Le directeur général des collectivités locales,*

É. JALON